

Dans ce troisième article d'une série consacrée à la situation politique en Grande-Bretagne, Thierry Labica revient sur la formidable offensive médiatique et politique qui a pris pour cible Jeremy Corbyn depuis son accession à la tête du Labour Party.

À (re)lire les deux précédents articles :

- [Jeremy Corbyn, le contretemps. Sur la crise du parti travailliste britannique en 2016.](#)

- [Référendum en Grande-Bretagne sur l'UE : le groupe parlementaire travailliste, ou un certain goût du désastre.](#)

Celles et ceux qui reviennent vers le parti, celles et ceux qui le rejoignent en masse pour la première fois, le regain de confiance syndicale dans sa direction, les meetings de masse, les quelques succès électoraux, l'expansion et la visibilité accrue d'une zone de média critiques en ligne, forment ensemble une convergence de forces potentiellement porteuses d'un renouvellement du parti travailliste britannique. Toutefois, cette dynamique a réveillé de forts vents contraires venus de la majorité conservatrice, du bloc médiatique dominant, et de l'intérieur même du parti travailliste, ce qui, dans les trois cas, ne doit avoir rien de bien surprenant.

Les conservateurs et la guerre froide toujours recommencée

D'une certaine manière, d'ailleurs, c'est peut-être du côté des conservateurs officiels que l'on trouve le moins de fébrilité polémique, vu le zèle que mettent déjà leur adversaire parlementaire à s'entredéchirer.

Notons toutefois que pour les conservateurs labélisés, mêmes les formules rituelles d'accueil du nouveau chef de l'opposition devinrent impossibles à articuler. Corbyn, dans ce nouveau rôle, ne représentait rien moins qu'un « danger pour notre sécurité nationale », notamment du fait des positions de la gauche historique du parti autour de Tony Benn, contre les programmes d'armement nucléaire du Royaume-Uni. Corbyn prolonge donc une ligne associée au « Bennisme » mais aussi aux puissants mouvements sociaux des années 1970 impulsés par la Campagne pour le désarmement nucléaire [CND], dans lequel s'était notamment distingué le célèbre historien du mouvement ouvrier britannique, Edward Palmer Thompson.

Les conservateurs purent également montrer du doigt les initiatives diplomatiques prises par le parlementaire de gauche pour favoriser et construire le dialogue avec l'IRA dans la période des « évènements » [« troubles »] en Irlande du Nord. Que ces mêmes conservateurs aient pu « oublier » que de telles initiatives - secrètes, il est vrai - furent aussi les leurs, n'est que trop prévisible. Cela n'aura pas été la première fois que le claironnement martial du « refus des concessions aux terroristes » aura couvert les bruissements feutrés des jeux d'arcanes diplomatiques.

Le fait que Corbyn a organisé une rencontre en 2009, dans le cadre parlementaire, avec des personnalités liées au Hezbollah et au Hamas a été largement mis au service de cette même campagne, dans une sorte de mise à jour d'un argumentaire déjà connu et visant maintenant à associer Corbyn, non seulement au terrorisme, mais également à l'antisémitisme. Corbyn, qui n'est ni antisémite, ni favorable au terrorisme, considère, comme il l'a dit et répété, que « pour que les choses progressent, il ne sert à rien de ne parler qu'aux personnes avec lesquelles l'on est déjà d'accord », et pense en conséquence que la diplomatie et certaines de ses formules convenables valent plutôt mieux que les absolutisations de l'ennemi et les bombardements.

En outre, on ne peut tout à fait passer outre le fait que de telles accusations viennent de dirigeants conservateurs qui, par exemple, savent se montrer plein d'entrain pour mettre les compétences britanniques appropriées au service du système carcéral saoudien, apportent – comme les dirigeants travaillistes – leur soutien sans faille à un État d'Israël aux mains d'une extrême droite religieuse déterminée à assoiffer la prison gazaouie à ciel ouvert et à accélérer une colonisation massive de la Cisjordanie, processus qui passe par l'intimidation et la terrorisation ordinaires des populations palestiniennes.

Ces accusations viennent, en outre, de participants directement impliqués dans les déstabilisations régionales catastrophiques et durables du Moyen-Orient, où prospèrent le terrorisme et la mort de masse depuis des années. Et ce sont ces mêmes grandes autorités morales qui ont offert des funérailles « cérémonielles » (une marche juste en dessous des funérailles d'État, réservées aux monarques) à une des leurs – Margareth Thatcher –, admiratrice déclarée du Général Pinochet et adversaire du « terroriste » Nelson Mandela, pour ne rappeler que cela.

L'accusation doublement infamante (de terrorisme et d'antisémitisme) emprunte de manière quasi-mécanique au répertoire routinier de l'excommunication et ne vaut qu'en proportion de la répétition industrielle dont elle bénéficie.

Il vaut ici la peine de rappeler que ces mêmes accusations ont été utilisées au cours de la campagne électorale pour la mairie de Londres en 2016. Zach Goldsmith et David Cameron les ont pratiquées contre le candidat travailliste, Sadiq Khan, avec suffisamment de grossièreté et de mauvaise foi raciste pour éveiller l'indignation jusque chez leurs propres électrices et électeurs. Une fois l'élection passée cependant, Cameron ne vit plus de problème particulier à mener campagne avec celui qui un mois plus tôt représentait une grave menace pour le pays ; Khan pouvait maintenant figurer comme l'image même du meilleur des valeurs de la Grande-Bretagne où « un fier musulman peut devenir le maire de la plus formidable ville au monde ».

Un tel revirement est peu surprenant si l'on pense que le même Cameron venait d'opérer un complet volte-face sur l'UE au cours des moins précédents. Plus étonnant, peut-être, est le bon gré avec lequel Sadiq Khan, la menace pro-terroriste de la veille, s'est lui-même rangé aux côtés de son diffamateur pour défendre le maintien dans l'UE (avant de mettre son autorité de maire de Londres nouvellement acquise au service de la campagne anti-Corbyn). Si l'on veut chercher des motifs du rejet de la politique en général, ou de la faible crédibilité des partisans du maintien dans l'UE en particulier, l'observation du menuet exécuté par Cameron et Khan est manifestement un bon point d'entrée.

Il faudrait prendre le temps de restituer ce genre de fabrication diffamatoire dans une histoire plus longue de manipulations stratégiques de la droite britannique au cours de la guerre froide, en lien avec les services de renseignement. Une telle histoire irait de la fausse « lettre de Zinoviev » révélant un complot rouge en Grande-Bretagne quatre jours avant les élections législatives d'Octobre 1924, à « l'argent libyen » d'Arthur Scargill et du syndicat national des mineurs pendant la grande grève de 1984-1985 et à l'époque où Mouammar Kadhafi faisait figure d'ennemi public global numéro un. Elle s'arrêterait probablement en chemin sur les intrigues qui entourèrent un Harold Wilson, « agent de Moscou » dans les années 1970.

Dans le cas de Corbyn, la vision d'un possible Premier ministre socialiste, anti-impérialiste déclaré et de longue date, opposé au programme militaire nucléaire (Trident), à l'OTAN, favorable aux organisations syndicales, à la cause des travailleurs ou à la libération de la Palestine et à la campagne BDS, est suffisamment cauchemardesque pour qu'un haut gradé, resté anonyme, se soit laissé aller à déclarer que si Corbyn devait être élu, des démissions en masse d'officiers et une « mutinerie » de l'armée britannique étaient à envisager. La déclaration, faite moins d'une semaine

après l'élection de Corbyn à la tête du parti, fut la cause d'un embarras apparent et de proclamations vibrantes que l'on était tout de même dans un pays démocratique[1].

Cependant, les condamnations publiques des propos de ce représentant des forces armées, notamment par le ministre de la défense, Michael Fallon, ne peuvent faire oublier que ce grave faux-pas n'était que la conclusion logique des éléments de langage répandus contre Corbyn, dès l'annonce de l'élection de celui-ci.

Le Premier ministre, David Cameron lui-même, posta un tweet le 13 septembre expliquant que « *le parti travailliste représente maintenant une menace pour notre sécurité nationale, notre sécurité économique, et la sécurité de vos familles* »[2]. Le message fut repris à l'identique par Fallon lui-même : « *L'heure est grave pour notre pays. Cette élection montre que le parti travailliste représente maintenant un risque grave pour notre sécurité nationale, pour notre sécurité économique et pour la sécurité de votre famille* », message que le ministre répètera quasiment à l'identique trois fois en un peu plus d'une minute lors d'un entretien à la BBC.[3] Plus impressionnante encore de psittacisme, peut-être, fut la secrétaire d'Etat chargée de l'emploi, Priti Patel, sur la station de radio LBC, interrogée sur l'élection de Corbyn :

Patel : Je pense que l'élection de Jeremy Corbyn montre que le parti travailliste représente maintenant un très grave danger pour la sécurité de notre nation, de notre économie, de même que pour la sécurité des familles partout dans le pays. En particulier lorsque vous pensez à notre défense, aux implications pour notre économie, il est assez évident que le parti travailliste dirigé par Jeremy Corbyn fera souffrir [*will hurt*] tous ceux qui travaillent.

Journaliste : A votre place, j'aurais commencé par dire que je félicite Jeremy Corbyn pour sa splendide victoire.

Patel (sur le ton de l'impatience contenue) : Dans les faits, il représente désormais, et le parti travailliste représente désormais un énorme enjeu, un énorme risque pour la sécurité de notre nation et pour notre économie et au bout du compte, c'est une grave menace pour la sécurité des familles et de travailleurs dans tout le pays.

Journaliste : Bon, ok. Je vous ai donné deux occasions de féliciter...

Patel interrompt vigoureusement : Ce que je suis en train de vous dire, c'est que l'élection de Jeremy Corbyn *montre* que le parti travailliste présente des risques pour notre sécurité nationale.. [*journaliste* : Ok, vous l'avez répété quatre fois..] ...et pour notre économie.

Journaliste : Priti, merci beaucoup. C'était Priti Patel, la Secrétaire d'Etat du parti conservateur chargée de l'emploi.

Faire d'un dirigeant de l'opposition un « danger pour notre sécurité nationale » est généralement le préalable à des démarches judiciaires ou extra-judiciaires contre une personne désignée comme criminelle[4]. Il est intéressant de noter qu'en l'occurrence, les éléments de langage ne comportaient même pas, voire, refusaient délibérément, de pratiquer le rituel même de félicitations au nouveau dirigeant de l'opposition, ne serait-ce que sur un registre strictement cosmétique dans lequel les uns et les autres sont pourtant si capables d'exceller.

Le haut gradé resté anonyme (et ses visions de « mutineries » à venir) n'avait donc que trop bien

compris le message parfaitement clair des dirigeants conservateurs eux-mêmes. En cela, sa déclaration ne leur était que loyale et dévouée.

Médias et distorsions milliardaires

La question du rôle des principaux médias peut être une affaire délicate. Dénoncer les médias, n'est-ce pas une facilité un peu trop pratiquée pour rester tout à fait honorable ? N'y a-t-il pas, dans « la faute aux médias » l'articulation classique des imaginaires de la conspiration ? La réponse étant non, au moins en l'occurrence, on prendra la liberté d'ajourner la discussion de ce beau sujet. On doit pouvoir se contenter de deux ou trois remarques préliminaires.

Premièrement, la dénonciation « des médias » a d'une part une base objective pour elle : comme le rappelait la citation de la rédactrice du site d'information indépendant, *The Canary*, leur concentration capitaliste les a constitués, de fait, comme autant de complexes stratégiques puissants et notoirement en mesure de façonner le climat de la vie politique britannique, en l'occurrence.

Le groupe de Rupert Murdoch *News International* mérite en particulier d'être traité comme une force politique à part entière, force dont la pénétration, l'influence et disons-le, l'emprise, sur le champ politique britannique sont apparus au grand jour lors du scandale de 2011, exposant une collusion d'échelle orgiaque au plus haut niveau de l'État, entre un Premier ministre conservateur et un supercapitaliste de « l'info ». Sans même en arriver à un tel degré de promiscuité, il est notoire, par exemple, que l'arrivée de Blair au pouvoir en 1997 fut aussi le produit d'une alliance stratégique inédite entre le dirigeant néo-travailliste et le groupe Murdoch qui mit son tabloïd phare de droite, *The Sun*, au service de sa campagne.^[5]

Plus généralement, il devrait suffire de rappeler qu'en ce qui concerne le Royaume-Uni, deux groupes - News Corp UK et le Daily Mail group (propriété de Lord Rothmere) - détiennent à eux seuls 60% de la presse nationale. Si l'on élargit le périmètre de l'élite de cette industrie, six entreprises se partagent 80% de la presse locale, soit, « plus de quatre fois l'ensemble des titres des cinquante-six éditeurs restants, et quatre-vingt-cinq pourcent des revenus dégagés »^[6]. Nul besoin, donc, de supputer des conspirations (qui certes existent bel et bien par ailleurs) ; à un diner de grands fauves, les convives n'ont pas besoin de conciliabules préalables pour s'offusquer en chœur de la présence inopinée d'un menu végétarien à la carte.

Mais outre cette situation de concentration massive, les pratiques et les déséquilibres qu'elle induit, il y a l'expérience passée. Toute personne ayant gardé le souvenir de l'année 1984-85 en Grande-Bretagne, sera tentée de faire le parallèle entre le traitement de la gauche travailliste dans les médias nationaux britanniques et celui de la grande grève des mineurs d'il y a maintenant trente ans.

Ce sujet a été amplement couvert depuis et les mensonges et les manipulations aux proportions industrielles de l'époque ont été dénoncés, voire, ont fait l'objet d'excuses publiques, notamment envers le dirigeant du syndicat national des mineurs de l'époque, Arthur Scargill^[7]. Mais on peut aussi penser à la campagne de dénigrement systématique de la gauche travailliste lors de la campagne pour les législatives de 1987, et au cours de laquelle Tony Benn, Ken Livingstone et quelques autres devinrent les figures de proue d'une « loony left » (genre de « dingauche ») à la fois extrémiste, dangereuse et risible.

Aujourd'hui, le dénigrement anti-Corbyn, la production de récits de toute nature à son désavantage, la surreprésentation des positions politiques qui lui sont hostiles, la faible place laissée à son

expression et à l'exposé de ses orientations, ont été recensés et étudiés par divers chercheurs de la London School of Economics, et de la Coalition pour la réforme des médias (MRC), en lien avec des chercheurs de Birkbeck college de l'Université de Londres.

Les premiers ont entre autres observé que, dans les principaux titres de presse nationale, 74% du contenu informationnel relatif à Corbyn, soit ne rendait pas du tout compte du point de vue et des idées de Corbyn, soit n'en proposait que des versions déformées (« distorted »)[8]. La seconde enquête, qui s'est davantage intéressée à la télévision, fait notamment apparaître la chose suivante :

« Le temps d'antenne accordé aux critiques de Corbyn était deux fois supérieur à celui accordé à ses soutiens ; un appui largement disproportionné donné aux questions soulevées par les critiques de Corbyn dans les bulletins d'information de début de journée de la BBC et de ITV, disproportion particulièrement manifeste dans l'énoncé des titres. L'observation a également relevé une tendance prononcée chez les présentateurs des journaux du soir de la BBC à avoir recours à des termes péjoratifs dans leurs descriptions de Jeremy Corbyn et de ses soutiens »[9].

Cette campagne médiatique a conduit jusqu'à l'ex-président du BBC Trust, Michael Lyons, à estimer que des « *attaques assez extraordinaires avaient été lancées contre le dirigeant élu du parti travailliste. Assez extraordinaires, je dois le dire. Je peux comprendre que l'on s'inquiète de ce que certains des principaux responsables éditoriaux pourraient avoir perdu leur impartialité dans cette affaire. Je ne fais que reprendre des inquiétudes déjà exprimées par d'autres* »[10].

Le tableau du travail médiatique effectué depuis plus d'un an serait trop long à broser ici. On peut se contenter d'en indiquer certains des épisodes les plus saillants (outre l'inertie générale des usages partisans, et au bout du compte, souvent erronés des sondages, ou des entreprises de démoralisation préélectorales). Parmi les nombreux exemples à disposition, il y eu, au cours de l'été 2015, la construction d'un « antisémitisme » du dirigeant de gauche dans une tentative de disqualification par association.

On peut également évoquer « l'affaire du train » (« traingate ») qui occupa nombre de commentateurs pendant plus d'une semaine à la fin du mois d'août 2016 et qui fut l'occasion d'une attaque sévère d'un aspect central de l'image publique de Corbyn. Suite à un enregistrement dans lequel Corbyn, sans place assise dans un train de l'entreprise Virgin, dénonçait la situation du transport ferroviaire, on tenta de démontrer qu'il s'agissait en vérité d'une mise en scène délibérée visant à soutenir l'argument en faveur de la renationalisation de l'industrie ferroviaire. Virgin divulgua les enregistrements de vidéosurveillance à bord du train pour prouver qu'il restait des places assises, et par la même occasion, que la réputation d'honnête homme du dirigeant travailliste était une imposture. Corbyn reçut alors le soutien des témoignages de passagers confirmant sa version de l'histoire et le fait que les places apparemment libres sur les images de vidéosurveillance étaient déjà réservées.

Cette histoire ne serait pas si misérablement anecdotique si, bien entendu, elle ne faisait pas entendre l'affrontement larvé entre un dirigeant politique d'opposition en faveur de la renationalisation des services ferroviaires et un grand bénéficiaire de leur privatisation, le souriant Richard Branson (figure emblématique parmi quelques autres du capitalisme *new age*, sympa, artiste, émanation type des belles années du New labour).

L'illégalité de la diffusion publique des images de vidéosurveillance, leur caractère non probant, les témoignages de passagers, entre autres, ont été de peu de poids face à l'accumulation d'images et

de commentaires permettant de faire passer Jeremy Corbyn à la fois pour un menteur et un manipulateur, autrement dit, permettant d'attaquer une rectitude que nombre d'adversaires veulent bien encore lui reconnaître. Il s'agit aussi de le faire apparaître comme un homme *ordinaire* (« *a bloke* »), lisant son journal assis par terre à l'entrée d'une voiture de train.

Cette reconstruction de l'ordinarité de Corbyn en « monsieur tout le monde » plutôt désemparé ne vise évidemment pas à faire de ce dernier un personnage politique d'envergure nationale à même « d'incarner » une certaine idée du peuple (catégorie banlieusard longue-distance, en l'occurrence). Cet homme ordinaire-là est impropre à la consommation politique parce que fondamentalement dépourvu de l'aura de dignité cérémonielle attendue des personnalités appelées à accéder aux plus hautes fonctions de l'État.

Un article du *Daily Mirror*, journal traditionnellement pro-travailleuse, offrit une illustration particulièrement choisie des mobilisations hostiles de ce « récit ». Dans « Le coup de com de Jeremy Corbyn dans l'affaire du train prouve sa bêtise terminale ainsi que celle de son équipe », la polémiste Carole Malone, collaboratrice de longue date du journal, exploite sans réserve l'occasion d'une démythification radicale assistée des images fournies par Virgin : Corbyn n'est pas l'homme de la « politique propre » et de la « parole sans détour » qu'il prétend être. C'est un menteur, un fabricant de bas étages, « au stade terminal de la bêtise » (« *terminally stupid* »)[11].

Ce commentaire, pour une bonne part, relève du simple registre de la surenchère au service du « buzz », mode exhibitionniste fragile dont dépend la survie de nombre de plumitifs. Mais comme nombre d'autres, il faut encore lui reconnaître un intérêt en ce qu'il prolonge et enrichit, en quelque sorte, l'outrage causé par un Corbyn refusant de chanter « que Dieu sauve notre gracieuse reine » lors d'une commémoration officielle de la première guerre mondiale qui eut lieu immédiatement après son élection de septembre 2015. On pouvait y dénicher ce Corbyn républicain jugé gravement compromis avec les républicains indépendantistes irlandais du Sinn Fein.

On en vient aussi à supputer que l'hostilité anti-Corbyn prolonge une histoire lointaine des hystéries anti-anabaptistes des 16^e et 17^e siècles et dont l'un des « mérites » était de réconcilier bien des ennemis jurés, pour un temps au moins. On pourrait encore lire, à partir de ces mêmes ondes longues de l'histoire culturelle et politique la figure d'un Corbyn « hypocrite », c'est-à-dire, d'un Corbyn puritain au rigorisme faux, prétendant défendre le travailleur tout en profitant grassement des largesses de l'État.

Sur ce registre, le *Mail online* a expliqué à ses lecteurs et lectrices que « Corbyn avait coûté trois millions de livres sterling aux contribuables jusqu'ici »[12], démenti qui se voulait accablant de la réputation d'un parlementaire dont les notes de frais se sont élevées à 8 livres et 95 pence pour l'achat d'une cartouche d'imprimante.

Deux autres « affaires », au moins, sont venues contribuer au bruit dont il faut absolument entourer Corbyn et les forces qui le portent. Elles sont l'une et l'autre à l'articulation directe du travail de sape médiatique et de l'offensive du travailisme institutionnel, notamment par le biais de journaux nationaux hostiles, voire, très hostiles, tels que le *Guardian* et le *Daily Mirror*.

La première de ces affaires fut ce qu'il faut se résigner à appeler le « scandale de la brique ». Suite au résultat du référendum sur l'UE, et à la démission en masse de membres du cabinet fantôme, une figure parlementaire travailleuse, Angela Eagle, se lança dans la campagne pour l'éviction de Corbyn. L'ex-responsable des entreprises, de l'innovation et des qualifications de la première équipe d'opposition constituée par Corbyn, Angela Eagle, proposait de reconstruire l'unité et la crédibilité électorale (« *electability* », toujours) de la direction du parti et par là même, du parti tout entier.

Elle fut néanmoins vite rejointe et contestée dans ce rôle par un autre candidat pour l'unité et la crédibilité électorale du parti, à savoir, Owen Smith. Ce dernier présentait l'avantage au moins apparent de ne pas avoir participé à un quelconque gouvernement travailliste des années 2000 et s'était contenté d'occuper le poste de secrétaire d'État chargé du Pays de Galles dans cabinet fantôme d'Ed Miliband avant la défaite aux législatives de mai 2015. Outre le fait qu'Angela Eagle pouvait d'emblée apparaître comme incarnation même de ce que l'élection interne avait rejeté quelques mois auparavant, sa campagne à peine lancée tourna vite à l'humiliation.

Lors de la première conférence de presse, lorsque les journalistes furent invité-es à adresser leurs questions, on s'aperçut après quelques secondes de flottement embarrassé que les uns et les autres étaient déjà partis. Par la suite, les premières interviews politiques furent assez catastrophiques dès lors que celle qui se proposait de remplacer Corbyn s'avérait incapable de répondre à des questions aussi prévisibles que : « Avec quelles orientations de Jeremy Corbyn être vous en désaccord ? », ou bien : « le programme nucléaire-militaire (Trident) mis à part, quelles sont vos autres différences [avec Corbyn] ? »^[13]. Il apparut ensuite que les membres du parti travailliste de sa propre circonscription s'étaient majoritairement prononcé-es en faveur de Corbyn.

Puis vint la brique : fin juillet 2015, un très grand nombre de titres de presse nationaux et leur site correspondant annonçaient qu'une brique avait été lancée à travers les vitres de la permanence parlementaire d'Angela Eagle. Comme pour « l'affaire du train » par la suite, la présentation des « faits » fut vite corrigée, de manière assez peu audible, cependant : la vitre n'était pas celle de la permanence mais d'une cage d'escalier située de l'autre côté du bâtiment abritant la dite permanence. Mais les bienfaits de la brique rendirent les faits de la brique très secondaires : l'agression intempestive, anonyme et lâche, documentait la vérité de ce qu'étaient vraiment les soutiens de Corbyn : des individus violents, préférant « l'intimidation » à tout échange civilisé, animés par des motifs « sinistres », avaient réussi à s'emparer de la direction du parti et s'employaient maintenant à le dévoyer par les méthodes malhonnêtes et brutales, typiques, et si prévisibles de la « gauche dure » trotskiste.

Là encore, en dépit de sa douceur apparente et de ses slogans en faveur d'une crédibilité retrouvée de la parole publique, Corbyn était bien l'homme aux projets dangereux qui avance masqué, portée par la racaille (« the rabble »), ou alors, l'homme faible, dépassé par des forces qu'il ne maîtrise pas, et donc incapable de *diriger*. Dans tous les cas, la brique permit de faire glisser l'actualité médiatique de la direction travailliste dans la rubrique des faits divers criminels.

Dans les jours qui suivirent, on rapporta bruyamment la plainte adressée au président de la chambre des communes, John Bercow, par une autre démissionnaire du cabinet fantôme, Seema Malhotra (Secrétaire en chef du Trésor). Ce fut l'affaire de la clé.

L'ex-ministre fantôme disait avoir constaté que des assistantes parlementaires de John McDonnell et de Jeremy Corbyn avaient à deux reprises tenté de s'introduire dans son bureau. On parla de possible « violation », « d'entrée illégale », et « d'entrée par effraction ». En outre, lors de la deuxième tentative, l'une de ces personnes aurait eu une attitude « agressive et intimidante ». John Bercow fit savoir par écrit qu'il n'y avait eu, en l'occurrence, aucune atteinte au privilège parlementaire de l'ex-membre du cabinet fantôme et à ses assistants.^[14]

Les accusations portées par Seema Malhotra pouvaient en outre paraître d'autant moins convaincantes que celle-ci était censée avoir quitté ses fonctions depuis plusieurs semaines, d'où la supposition que les locaux étaient vacants. Malhotra finit par faire ses excuses aux personnes d'abord incriminées, exprimant ses « regrets pour la souffrance » occasionnés par ses accusations.

En suivant immédiatement l'affaire de la brique, ce deuxième fait divers, aussi dépourvu d'intérêt

que le premier (qui reposait sur une présentation inventive des faits), permit cependant d'affiner le récit en train d'être construit. Dans le cas présent, il y avait maintenant des raisons de penser que McDonnell et Corbyn avaient eux-mêmes recours à des méthodes peu honorables, voire, franchement malhonnêtes, vis-à-vis de leurs propres collaborateurs au sein de l'équipe d'opposition parlementaire.

Et quel crédit fallait-il alors accorder aux invitations au calme et au respect mutuel au sein du parti, lancées dans les jours précédents, lorsqu'il s'avérait que ces invitations venaient de dirigeants qui se rendaient eux-mêmes responsables de l'espionnage, voire de l'agression et de l'intimidation de leurs propres collègues ? Ne reconnaissait-on pas là ces penchants totalitaires, cet atavisme moscovite, qui sont la disposition chronique des adeptes du socialisme ?

Ces « affaires » permirent d'entretenir le bruit médiatique dont il restait urgent d'entourer la nouvelle direction du Labour, afin d'en rendre le plus possible inaudibles les propositions politiques, les projets, priorités et programmes. Il semblait alors plus aisé et peut-être même crédible, dans ces circonstances, de faire grief aux dirigeants d'être incapables de faire entendre leurs propositions. Et bien entendu, il était d'autant plus urgent que l'opinion publique en général, et l'électorat travailliste en particulier, prennent enfin conscience de cette incapacité à communiquer, mais aussi de ce vandalisme et de cet esprit de manipulation de la « gauche dure ».

Au moment même où s'engageait une nouvelle campagne pour l'élection de la direction du parti, n'était-il pas urgent de faire connaître ces vérités afin que les électeurs et électrices travaillistes se déterminent enfin en connaissance de cause ?

Notes

[1] « Ministry of defence condemn army general behind Jeremy Corbyn mutiny threat », *The Independent*, 20 septembre 2015, <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/>

[2] https://twitter.com/david_cameron/status/642984909980725248?lang=fr

[3] BBC, 12 septembre 2015, <http://www.bbc.com/news/uk-politics-34231727>. En l'espace de 69 secondes, le Ministre de la défense parvient à répéter cinq fois « risk » ou « very serious risk » en lien avec « security » (nationale, ou des familles personnes elles-mêmes), répété neuf fois dans une série de réponses strictement identiques à trois questions différentes.

[4] Comme le rappelle George Galloway dans son commentaire de cette campagne conservatrice. Pour l'enregistrement de Michael Fallon, de Priti Patel et le commentaire de Galloway, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=8c8tixhkvW4>

[5] Reeves, A., et al., « It's The Sun Wot Won It : Evidence of media influence on political attitudes and voting from a UK quasi-natural experiment », *Social Science Research* (2015), <http://dx.doi.org/10.1016/j.ssresearch.2015.11.00>

[6] « Who owns the UK media ? », A comprehensive report on media ownership in the UK - October 2015, Media Reform Coalition, <http://www.mediareform.org.uk/who-owns-the-uk-media>

[7] La fabrication la plus notoire fut celle de « l'argent libyen du NUM ». On retrouvera des évocations détaillées de cet épisode dans *Ici commence la défaite : la grande grève des mineurs britannique trente ans après*, dir. M. Bertrand, C. Crowley, T Labica, Syllepse, 2016, à paraître.

[8] B. Cammaerts, B. DeCillia, J. Magalhães, C. Jiminez-Martinez « Journalistic representations of Jeremy Corbyn in the British press: from watchdog to attackdog », London School of Economics and Political Sciences, 2015

[9] « Should he stay or should he go? Television and online news coverage of the labour party in crisis », Dr J: Schlosberg, Media Reform Coalition and Birkbeck College University of London, 2016. Il s'agit là d'une référence implicite mais certaine aux commentaires, 'analyses' et entretiens proposés par la chef du service politique de la BBC, Laura Kuenssberg, et par Cathy Newman de Channel four news, dont un entretien est utilement commenté ici : « Anti-Corbyn propaganda techniques broken down », <https://www.youtube.com/watch?v=7ZOdtapoycU>

[10] « BBC may be biased against Jeremy Corbyn, says former BBC Trust chairman », *The Independent*, 12 mai 2016.

[11] « Carole Malone : Jeremy Corbyn's traingate stunt proves he and his team are terminally stupid », *Mirror*, 28 août 2016, <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/>.

[12] « How Corbyn has cost us £3m... so far », *Mail Online*, 14 septembre 2015, <http://www.dailymail.co.uk/debate/>. Pour une reprise ironique de cette révélation, cf. « How rich is the labour leader Jeremy Corbyn », *London Loves Business*, 28 janvier 2016, <http://www.londonlovesbusiness.com/business-news/politics/>

[13] *Peston Show on Sunday*, <https://www.youtube.com/watch?v=vCyPBFBr7J4> et Andrew Neil, *Sunday Politics*, https://www.youtube.com/watch?v=ifldzS_9oHg ; dans les deux cas, Angela Eagle a rappelé qu'elle était de gauche, qu'elle venait d'une famille modeste dans un début de récit autobiographique destiné à l'enraciner dans une authenticité ouvrière traditionnellement associée au nord de l'Angleterre.

[14] Voir : <http://www.bbc.com/news/uk-politics-36898841>